

CAPITULO ALFONSO

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DE L'ACTUELLE DISTRIBUTION DES RICHESSES

Avec le droit actuel de propriété, l'inégalité de la répartition des richesses, au lieu de diminuer, continue-t-elle au contraire à augmenter ? c'est là une idée, comme on le sait, qui, soutenue par les uns, est cependant niée avec vigueur par les autres. Ici nous ne pourrons faire autre chose que résumer très succinctement les données principales et les résultats auxquels sont arrivés quelques auteurs connus, données dont nous allons nous servir pour quelques considérations courtes, mais nécessaires.

Ce qu'il faut faire remarquer avant tout, c'est que la question est en général mal posée à deux différents égards.

En premier lieu, on ne définit généralement pas avec exactitude ce qu'on doit entendre par une plus grande ou une moins grande inégalité de la répartition des richesses ; on n'a donc aucun critérium exact pour évaluer les données statistiques qu'on porte à l'appui de l'une ou de l'autre thèse. Ainsi par exemple, une question vivement débattue est celle de savoir si la moyenne des salaires réels des masses qui travaillent a continué ou non à augmenter, dans la deuxième moitié du siècle qui vient de s'écouler — et l'on confond à tort cette question avec cette autre, bien différente, de savoir si l'inégalité de la répartition des richesses a continué dans cette période à augmenter plutôt qu'à diminuer ; car, évidemment, une augmentation des

salaires, fût-elle légère, telle que dans la meilleure hypothèse serait celle qui s'est effectuée dans ces dernières années, n'impliquerait pas du tout une répartition moins inégale des richesses ; elle pourrait, au contraire, coïncider avec une répartition encore plus inégale que lorsque les salaires étaient à un niveau inférieur.

En second lieu, les partisans du régime actuel s'efforcent de démontrer l'amélioration des conditions des masses prolétariennes et de la répartition des richesses pour tirer de cette démonstration un argument formidable contre les aspirations socialistes et l'organisation du prolétariat en une classe à part. Leur conclusion est évidemment absurde, car, quand même cette amélioration serait prouvée, elle n'excluerait pas que le prolétariat pût atteindre à des améliorations plus complètes et plus rapides encore, grâce à de nouveaux arrangements sociaux, grâce surtout à une modification radicale du droit de propriété. Même, s'il a réellement arraché quelques concessions à la classe capitaliste, le fait n'invalide pas du tout la thèse socialiste de la lutte des classes et offre, au contraire, un argument puissant en faveur d'une organisation prolétarienne, encore plus compacte et plus perfectionnée, entièrement capable de tenir tête à la coalition des divers embranchements de la classe capitaliste et de se faire accorder des avantages ultérieurs.

La croissante inégalité de la répartition des richesses n'a pas été affirmée seulement par des écrivains socialistes : des économistes orthodoxes, MM. Cairnes, Roscher, Fawcett et Gide, entre autres, l'ont constatée aussi. Mais avant de demander aux chiffres d'élucider cette question, essayons d'en poser très exactement les termes.

On peut donner différentes définitions mathématiques de l'augmentation ou de la diminution de l'inégalité de la répartition des richesses.

Ainsi, par exemple, on peut dire que l'inégalité augmente quand le montant total des revenus dépassant le re-

venu moyen (revenu total divisé par le nombre des habitants ou des familles) augmente en comparaison du montant total des revenus inférieurs à cette moyenne. Selon cette définition, une augmentation même de tous les revenus inférieurs peut coïncider avec une augmentation de l'inégalité.

On peut donner encore une autre définition. Appelons *moment d'un revenu* le produit du montant de ce revenu par le nombre des individus qui en jouissent. Regardons comme revenus minimes tous ceux, par exemple, qui sont au-dessous de la moyenne générale. Additionnons les moments des revenus les plus élevés, à partir du revenu maximum, jusqu'à ce que la somme soit égale à celle des moments des revenus les plus bas. On pourra dire que l'inégalité augmente quand la première somme se répartit sur un nombre d'individus toujours moindre par rapport au nombre de ceux de l'autre somme. Ainsi, si, à une époque donnée, les revenus inférieurs à la moyenne eussent été de 500 et de 1.000 francs par an, et que leurs possesseurs eussent été au nombre d'un million pour chaque catégorie, si, en même temps, les revenus les plus élevés dont la somme des moments aurait égalé celle de ces revenus inférieurs eussent été d'un million et de deux millions de francs respectivement répartis entre 1.000 et 250 personnes, on aurait eu :

$$\begin{aligned} & \frac{500 \times 1.000.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{1.000 \times 1.000.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} = \\ & = \frac{1.000.000 \times 1.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{2.000.000 \times 250}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} \end{aligned}$$

En supposant qu'au bout d'un certain nombre d'années cette équation se fût modifiée de la façon suivante :

$$\begin{aligned} & \frac{500 \times 800.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{1.000 \times 1.000.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{1.300 \times 400.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} = \\ & = \frac{1.000.000 \times 1.000}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{2.000.000 \times 150}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{10.000.000 \times 60}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} + \frac{20.000.000 \times 1}{\text{revenu} \quad \text{nombre d'individus}} \end{aligned}$$

ou bien comme ceci :

$$\begin{aligned} & \frac{500 \times 2.000.000}{\text{revenu}} + \frac{1.000 \times 500.000}{\text{nombre d'individus}} = \\ & = \frac{5.000.000}{\text{revenu}} \times \frac{200}{\text{nombre d'individus}} + \frac{10.000.000}{\text{revenu}} + \frac{50}{\text{nombre d'individus}} \end{aligned}$$

alors, selon cette définition, on devrait dire que l'inégalité aurait continué à augmenter, justement parce que les proportions du nombre des plus riches avec celui des plus pauvres nécessaire à opposer ensemble un revenu égal serait respectivement $\frac{1.250}{2.000.000}$, $\frac{1.214}{2.200.000}$, $\frac{250}{2.500.000}$, c'est-à-dire moindre dans le deuxième et dans le troisième cas que dans le premier (1).

(1) A ce propos, on ne pourra jamais insister assez sur la grande utilité qu'auraient les diagrammes ou courbes des revenus : il suffirait pour les construire de reporter sur l'axe des abscisses les différents pour cent des individus ayant les divers revenus, en faisant partir de 0 le pourcent des individus à revenus minimes, de la dernière abscisse de ces revenus le pour cent des individus ayant des revenus immédiatement supérieurs, et ainsi de suite, et porter comme ordonnées les revenus mêmes. Il en résulterait une courbe ayant à peu près la forme d'une hyperbole, avec l'abscisse et l'ordonnée d'abscisse 100 comme asymptotes. — L'aire comprise entre l'hyperbole et les coordonnées-asymptotes représenterait le revenu total; et la réduction de cette aire dans le rectangle de base l'abscisse maximum 100 donnerait, dans la hauteur de ce rectangle, le revenu moyen. Les différentes courbes qui seraient construites à des intervalles égaux de temps présenteraient la variation de l'inégalité de la distribution sous une forme sensible d'une grande évidence.

Ces courbes, selon la loi empirique des revenus de M. Pareto, seraient données par l'équation : $\text{Log } N = \text{Log } A - i \text{ Log } (x + a)$; où N = nombre d'individus ayant un revenu supérieur à x (x à reporter, dans notre cas, sur l'axe des ordonnées, N sur celle des abscisses, et le zéro des coordonnées sur le point d'abscisse 100); et A, a, i étant des paramètres propres à chaque système donné de revenu, c'est-à-dire spéciaux pour chaque pays désigné, et pour chaque époque (Cf. VILFREDO PARETO, *Cours d'économie poli-*

Mais quand on parle d'égalité ou d'inégalité de la répartition des richesses, il se peut qu'il ne suffise pas de considérer seulement la *quantité* du revenu, et il peut être au contraire très utile d'en considérer aussi la *qualité*. Et ainsi à l'égard de cette qualité on peut dire que la répartition *empirique* quand le rapport entre la somme totale des revenus rémunérateurs du pur travail, matériel et intellectuel, et la somme totale des revenus appartenant à la catégorie des rentes ricardiennes, différentielles ou de monopole, et à la catégorie des profits et des intérêts du capital (revenus les premiers, c'est-à-dire les rentes ricardiennes, dont le propriétaire jouit sans jamais donner en échange aucune prestation; revenus les seconds, c'est-à-dire les intérêts du capital, dont, si ce n'est l'accumulateur effectif du capital, du moins ses héritiers jouissent, après sa mort, sans qu'ils prêtent pareillement le moindre service à la société), quand ce rapport, dis-je, continue à diminuer.

L'aggravation qualitative de l'inégalité de la répartition comprise dans cette troisième définition est funeste principalement parce qu'elle représente une prime croissante accordée à l'oisiveté et une récompense du travail toujours moindre, du moins relativement.

L'augmentation d'inégalité comprise, au contraire, dans la première ou dans la seconde définition, ou dans d'autres semblables qu'on pourrait donner, est funeste principalement (abstraction faite des perturbations toujours plus graves qu'elle produit dans l'économie de la production), parce qu'elle indique qu'une quantité toujours plus grande de jouissances superflues se répand sur un nombre toujours moindre de capitalistes, tandis qu'une masse toujours plus considérable de prolétaires voit diminuer, relativement du moins, la possibilité de satisfaire aux besoins les plus ur-

tique, Lausanne, Rouge, 1897, t. II, l. III, chap. i : *La courbe des revenus*; et SORREL, *La loi des revenus*, « Le Devenir Social », juillet, 1897).

gents. Elle amène une diminution du bien-être total ou, pour le moins, elle empêche l'augmentation de ce bien-être dans les proportions qu'on aurait pu attendre de toutes les inventions techniques, de tous les progrès de la civilisation.

Passons maintenant à l'examen de quelques chiffres. Nous pouvons tout d'abord admettre une légère augmentation dans la moyenne générale des salaires réels des masses ouvrières. M. Kautsky lui-même reconnaît que : « Justement dans les pays capitalistes les plus avancés, il n'est plus possible de constater une progression générale de la misère physique ; tout montre au contraire que la misère physique y diminue. La classe ouvrière vit mieux aujourd'hui qu'il y a cinquante ans » (1). Toutes les catégories d'ouvriers n'ont cependant pas vu s'améliorer sensiblement leurs conditions : on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que, pour celles qui n'ont pas encore organisé la résistance, pour les ouvriers agricoles, et pour les femmes en général, cette amélioration a été bien légère, souvent même tout à fait nulle.

Pour l'Italie, on connaît le tableau dressé par M. Bodio selon lequel pour les ouvriers (non compris les femmes et les enfants) des principales manufactures d'étoffes de coton, ou de laine, les papeteries, et les fabriques de bougies de la Haute-Italie, la moyenne des salaires en millièmes de lires par heure de travail, se serait élevée de 1871 à 1896 de 171 à 254 ; et, étant donnée dans l'intervalle la diminution du prix moyen d'un quintal métrique de grain de L. 31,36 à L. 22,56, les heures de travail, nécessaires pour acheter cent kilos de blé, seraient ainsi descendues de 183 à 89 (2). Dans ce tableau cependant, comme on le voit, il n'est tenu compte dans le passage du salaire nominal au

(1) *Le Marxisme et son critique Bernstein*, Paris, Stock, 1900, p. 221.

(2) *Annuario Statistico Italiano*, Roma, 1897, p. 131.

salaire réel que d'une seule espèce de consommation, et, par exemple, on n'y tient pas compte des loyers qui cependant en Italie aussi ont subi des augmentations considérables.

Pour la France, M. Paul Leroy-Beaulieu, — qui toutefois pêche toujours par trop d'optimisme, — calcule que depuis 40 à 50 ans jusqu'à aujourd'hui (1896), les frais pour la vie d'une famille d'ouvriers se sont accrus de 20 à 25 0/0, mais que la généralité des salaires nominaux est augmentée de 80 à 100 0/0, de sorte que le gain effectif d'une famille ouvrière est augmenté en moyenne, dans les 50 dernières années, de 50 à 75 0/0 (1). Pour la Saxe, nous verrons les revenus au-dessous de 800 marks augmenter, de 1879 à 1894, de 828.686 à 972.257, c'est-à-dire seulement de 17.3 0/0, tandis que ceux de 800 à 1.600 augmentent beaucoup plus rapidement, — de 165.362 à 357.974, — c'est-à-dire de 116.4 0/0 (2) : ce qui sert à indiquer que la proportion des salaires les plus élevés tend à augmenter en comparaison des plus bas.

Pour les États-Unis, selon M. Carroll Wright, en calculant à 100 le montant moyen des salaires en 1860, ils étaient de 87.7 en 1840 et de 160.7 en 1891 ; tandis que les heures de travail diminuaient en moyenne de 1.4 par jour (3). Selon ce même statisticien, cependant, si l'examen des prix des articles sur la base de la consommation, quand on fait abstraction des loyers, montre que le coût de la vie est inférieur en 1891 de 4 à 5 0/0 à ce qu'il était en 1860, il est, si l'on tient compte des loyers aussi, pour le moins aussi élevé aujourd'hui qu'en 1860, et probablement même un peu plus élevé (4). Hobson, d'autre part, est d'avis que, pour l'Angleterre, le gain représenté pour l'ouvrier par la diminution du prix du pain, du thé,

(1) *Essai sur la rép. des rich.*, 451.

(2) KAUTSKY, *Le Marxisme*, etc., 168.

(3) CARROLL WRIGHT, *Are the Rich growing Richer and the Poor Poorer?* « *The Atlantic Monthly* », septembre 1897, p. 304.

(4) *Ibid.*, p. 304-5.

du sucre, des vêtements, est plus que contrebalancé par la perte due à l'augmentation très considérable des loyers, et aux prix plus élevés des légumes, du lait, des œufs, du beurre, du fromage, du charbon, de la viande, de l'huile, etc.; de sorte qu'il faut déduire au moins 20 0/0 de l'augmentation nominale des salaires, pour obtenir l'augmentation effective des salaires réels (1).

Cependant la moyenne des salaires réels en Angleterre a sans doute augmenté, comme le prouve, entre autres choses, l'augmentation de la consommation des vivres: ainsi la consommation du jambon était de 7,82 livres par tête en 1874 et de 13,29 en 1894; celle du beurre et de la margarine a passé pendant le même temps de 5,50 à 10,44 livres; le fromage de 5,02 à 6,38; le cacao de 0,27 à 0,58; le froment et la farine de 161,73 à 256,19; la groseille et le raisin sec de 4,47 à 4,90; le sucre brut et raffiné de 56,24 à 80,06; le thé de 4,22 à 5,52; le tabac de 1,43 à 1,66; le nombre des œufs consommé était respectivement de 20,94 et 36,68. La consommation de la viande de bœuf, salée ou fraîche, a passé de 1880 à 1894, de 3,22 à 6,59 livres par tête. On a, au contraire, constaté une diminution de la consommation des pommes de terre: 13,74 livres en 1874, 7,68 livres en 1894; du riz: 10,16 et 7,26; des boissons alcooliques (à l'exclusion du vin et de la bière): 1,26 et 0,97 gallons (2). Et si l'augmentation des premières consommations ci-dessus sert à indiquer une augmentation effective

(1) HOBSON, *Problems of poverty*, London, Methuen, 1899, p. 25.

(2) *Statistical Abstract for the United Kingdom*, Thirty-Sixth Number (from 1874 to 1888), p. 72-73; et Forty-Second Number (from 1880 to 1894), p. 78-79.

Ces chiffres se rapportent seulement aux produits importés de l'étranger et ne comprennent pas la production intérieure; mais si cette dernière est diminuée pour les céréales, elle est augmentée au contraire pour l'élevage des bestiaux. Les données sur les boissons alcooliques comprennent aussi bien l'importation que la production intérieure.

de la moyenne des salaires réels de la classe ouvrière, qui représente la grande majorité du total des consommateurs, la diminution des trois dernières consommations signifie justement la substitution graduelle de qualités supérieures d'aliments à des qualités inférieures, et une diminution de l'alcoolisme, le succédané de la nourriture physiologiquement insuffisante (1).

Même en Angleterre cependant, pour des catégories entières d'ouvriers, l'amélioration a été presque ou tout à fait nulle; ainsi, par exemple, M. Sidney Webb n'en constate aucune pour certaines catégories d'ouvriers des industries textiles, qui sont cependant parmi les industries les plus florissantes, ni pour les remouleurs et les aigüiseurs de fourchettes de Sheffield, ni dans la nombreuse classe des ouvriers dépourvus d'instruction professionnelle (*unskilled*), ni dans celle des artisans des grandes villes. Ils ne reçoivent tous, dit-il, que des salaires de famine (*starvation wages*) (2). Engels, après avoir reconnu une progression effective, à partir de 1848, dans les salaires des Trades-Unionistes, disait cependant, en 1885, que l'existence de la plupart des ouvriers est aujourd'hui aussi misérable, plus misérable peut-être encore que par le passé (3). Quant aux salaires des femmes, M. Webb trouve qu'ils gravitent, comme règle générale, « si près du niveau strictement nécessaire à la subsistance qu'ils n'ont jamais pu être plus bas ». Il est même d'avis que « les quatre millions des travailleuses actuelles (1897) présentent une très forte proportion de personnes

(1) M. Loria est cependant d'avis que cette augmentation des consommations dépend en assez grande partie de l'augmentation relative (en comparaison des ouvriers) des travailleurs improductifs (domestiques, dépendants et favoris des classes riches) lesquels sont ceux qui se nourrissent le mieux (*Analisi*, II, 379-380).

(2) SIDNEY WEBB, *Labor in the longest Reign*, London, Grant Richards 1897, p. 19 et suiv.

(3) FRIEDRICH ENGELS, *England, 1845 und 1885*, *Die Neue Zeit*, juin 1885, p. 243-244.

réduites à la médiocre alimentation de leurs aïeules en 1837; et il ajoute qu'il n'y en a probablement jamais eu un aussi grand nombre à un niveau si bas (1).

Concluons donc avec lui, et en appliquant ses paroles à tous les pays à production capitaliste développée: « On peut démontrer que si, à tous les points de vue, la position d'une vaste catégorie de salariés s'est beaucoup améliorée depuis 1837, d'autres catégories ont eu bien peu de part, si tant est qu'elles en aient eu aucune, à l'accroissement général de la richesse et de la civilisation. Si nous prenons en considération les différents degrés de bien-être matériel, et si nous fixons une ligne au-dessous de laquelle nous considérons que l'ouvrier ne pourrait pas vivre décemment, nous trouvons à l'égard des salaires, des heures de travail, de l'habitation, et de la civilisation générale, que le pour cent de ceux qui tombent au-dessous de cette ligne est moindre aujourd'hui qu'en 1837. Mais nous constatons aussi que le plus bas niveau atteint est aujourd'hui aussi bas que dans ce temps-là, et que le nombre total qui tombe au-dessous de cette ligne est, en nombre absolu, probablement plus grand qu'en 1837. La profondeur de la misère est aussi grande qu'elle l'a jamais été; son étendue absolue est aussi grande si elle ne l'est pas davantage (2).

Au point de vue du bien-être et de la tranquillité de la vie des masses ouvrières, l'importance de l'augmentation de la moyenne des salaires réels, plus ou moins légère et plus ou moins partielle selon les pays, est encore amoindrie par les chiffres du paupérisme dénotant la persistance de cette plaie sociale. Car, en effet, si les augmentations des salaires réels des ouvriers étaient effectivement de quelque importance, elles les sauvegarderaient eux et leurs familles. Ils auraient la possibilité de mettre de côté des épargnes suffisantes ou, moyennant des versements d'une certaine importance, de

(1) SIDNEY WEBB, *Ibid.*, 21.

(2) SIDNEY WEBB, *Ibid.*, 36-37.

s'assurer contre les maladies, les accidents, le chômage. Les familles ouvrières ne tomberaient plus dans le dénuement dès le lendemain de la mort du chef de famille, ou au premier moment d'une crise économique, ou au bout de quelques semaines ou de quelques jours de chômage.

Les chiffres suivants montraient pour le passé une augmentation continue du paupérisme :

En 1835 les pauvres, aux Etats-Unis, sont moins de 1/100 de la population; mais dans le Massachusetts seulement la taxe pour les pauvres augmente de 3/5 en 25 ans, et en 1877-78, 1/20 de la population « se trouve plongé dans le paupérisme ». En comparant l'augmentation de la population des Etats-Unis avec l'augmentation de la somme affectée annuellement à l'entretien des pauvres, on a les données suivantes :

Années	Frais pour les pauvres (en dollars)	Population	Frais pour les pauvres par 100 habitants
1850	2 954.806	23.191.876	12,7
1860	5.445.143	31.443.321	17,3
1870	10.930.429	38.558.371	28,3

c'est-à-dire que la dépense pour les pauvres augmente plus que proportionnellement en comparaison de l'augmentation de la population. Le nombre total des pauvres, ceux complètement et ceux partiellement subventionnés, augmente en une seule année, 1870-71, de 12 0/0. Il en est de même dans la Pensylvanie où, en une année seulement, 1875-76, le nombre des indigents croît de 11.980/0 (1). Et si une partie assez considérable de ce paupérisme d'Amérique est due à l'immigration croissante des pauvres d'Europe, les statistiques ci-dessus démontrent cependant, puisque le paupérisme ne diminue pas ou augmente, même en Europe,

(1) LORIA, *Analisi*, II, 389-390.

que cette plaie sociale tend à s'accroître pour tout l'ensemble des pays civilisés.

Quant à l'Angleterre, pour ne parler que de Londres seulement, lord Compton écrivait en 1888 : « Quoique, selon mon opinion, la misère à Londres soit plus grande qu'elle n'apparaît dans les statistiques que nous possédons (car les personnes qui passent leur vie au milieu des indigents savent bien qu'un grand nombre d'entre eux luttent avec un courage véritablement héroïque contre les approches de la pauvreté et luttent en silence, de sorte que leur condition n'est connue ou devinée qu'à moitié), ces statistiques cependant et toutes les informations que nous possédons montrent un terrible état de choses. Les comptes-rendus hebdomadaires du paupérisme métropolitain donnent, en prenant pour époque de comparaison la quatrième et la cinquième semaine du dernier mois d'octobre (1887) :

94.112	secours	pendant	la	quatrième	semaine
95.242	»	»	»	cinquième	»

Ces chiffres présentent une augmentation de 4.038 et 4.341 si l'on compare les semaines correspondantes de l'année précédente (1886) ; de 4.995 et 5.099 en comparaison des mêmes semaines de 1885 ; 5.096 et 6.021 à l'égard de 1884 ; de sorte que, en trois ans, la population des misérables était augmentée pour le moins de 6.000 individus à cette époque de l'année. Si la population de Londres croît, et cela est vrai, avec une rapidité alarmante, ces chiffres montrent que le paupérisme marche avec une rapidité encore plus grande » (1).

La confirmation de ces faits est donnée par Wallace, qui, en faisant noter que la moitié des morts des hôpitaux et tous ceux des *Workhouses* appartiennent aux classes misérables

(1) COMPTON, *Distress in London*. « The Fortnightly Review », January 1888, p. 443.

(*destitute classes*), trouvait, dans le *Registrar-General's Annual Summary of Births and Deaths in London*, que les chiffres de la mortalité, pendant les dix années 1872-1881, avaient passé de 8.674 à 13.132. L'augmentation des décès dans toute la ville a été de 40/0 ; donc, si le nombre des pauvres n'avait pas relativement augmenté, les 8.674 décès n'auraient dû s'élever qu'à 9.021 : au contraire, ils se sont élevés à 13.132. Cette différence $13.132 - 9.021 = 4.111$ (étant donnée la mortalité élevée de 30 pour mille pour les classes infimes), servirait donc à démontrer qu'en 10 ans 137.000 individus sont allés augmenter le nombre des misérables de Londres, en sus de l'accroissement proportionnel à l'augmentation de la population (1).

En 1888, sur 79.000 décès enregistrés dans cette métropole, 10.170 avaient lieu dans les *Workhouses*, 7.113 dans les hôpitaux publics, et 380 dans les asiles publics, ce qui donnait un total de 17.662 (2). En ajoutant, comme le fait Wallace, pour obtenir le nombre des composants, les classes misérables, aux morts dans les *Workhouses*, la moitié seulement des morts dans les hôpitaux et dans les asiles publics, on a une proportion de morts misérables de 17,61 0/0 sur le total des morts de cette année 1888, tandis que les chiffres ci-dessus, rapportés par Wallace pour les années 1872 et 1881 (8.674 et 13.132) représentaient respectivement une proportion de 12,2 et 16,2 pour 100. Ainsi donc l'augmentation que Wallace constatait pour la période 1872-1881 continuait aussi en 1888.

Pour toute l'Angleterre et le pays de Galles (et à l'exclusion de l'Écosse et de l'Irlande), la population a augmenté de 23.724.834 à 30.394.078, c'est-à-dire de 28 0/0, de 1874 à 1895. Cependant le nombre des *Indoor Paupers* augmentait dans le même temps de 149.558 (le 1^{er} janvier 1874), à 215.548 (le 1^{er} janvier 1895), c'est-à-dire de 44 0/0 (3).

(1) WALLACE, *Bad Times*, 51.

(2) HOBSON, *Problems of poverty*, 19.

(3) *Statistical Abstract for the United Kingdom*, Thirty-Sixth Number,

Tout cela donc, pour ce qui se rapporte à l'augmentation ou à la diminution du paupérisme. Pour ce qui regarde ses conditions d'existence déjà atteintes ou encore persistantes qu'il suffise de citer ces quelques chiffres :

A Londres seulement, la somme totale trouvée ci-dessus, pour 1888, de 17,662 morts dans les *Workhouses*, les hôpitaux publics et les asiles publics, représentait une proportion de plus de 20 0/0 du total des décès : « Comme peu d'enfants, en comparaison, ainsi conclut Hobson (p. 19), meurent dans ces institutions, il en résulte que, dans la ville qui est probablement la plus riche du monde, un adulte sur quatre meurt assisté par la charité publique ». Et ces chiffres ne comprennent pas ceux qui reçoivent des secours hors des établissements, les *Outdoor Paupers*, lesquels en 1888, pour toute l'Angleterre et le pays de Galles, étaient plus que le triple des *Indoor Paupers* ; 624.843 contre 200.666 (*Statistical Abstract, Forty-Second Number, 244*). Et, comme le chiffre total des décès comprend aussi les classes riches, la proportion pour la classe ouvrière seule doit être encore plus élevée. — Quant aux vieillards de la classe ouvrière, à Londres, en 1892, non moins de 22,5 d'entre eux appartenaient à la seule catégorie des *Indoor Paupers* (Hobson, 22) ; exclus, donc, ceux qui étaient dans les hôpitaux, les asiles publics, ou parmi les *Outdoor Paupers*, et les assistés de la charité privée.

Pour toute l'Angleterre, tandis que 5 0/0 seulement de la population totale au-dessous de 60 ans est plongée dans le paupérisme, la proportion est de 40 0/0 au-dessus de 70 ans. Dans la classe ouvrière, considérée séparément, en 1892, sur

(from 1874 to 1888), p. 209, 217 ; *Forty-Second Number* (from 1880 to 1894), p. 236, 244.

Le nombre des *Outdoor Paupers* diminue, au contraire, de 679.723 à 601.883 (*Ibid.*), mais cela est dû, comme on le sait, au fait que l'*Outdoor relief* a toujours et continuellement été plus vivement combattu par les autorités de la loi des pauvres (WALLACE, *Bad Times*, 47 ; HOBSON, 19-20).

un total de 952.000 au-dessus de 63 ans, non moins de 402.000 personnes, c'est-à-dire plus de 42 0/0, obtenaient les secours de la charité légale. « La dureté de la bataille de la vie, conclut mélancoliquement Hobson, est attestée par ce nombre de vieillards, hommes et femmes, qui, malgré une vie continuelle d'un dur labeur, doivent finir leurs jours secourus par la charité publique (1). »

Si le paupérisme, où s'embrent tant de vies laborieuses, se mesure aux chiffres des statistiques de la charité légale ou privée, la gêne, habituelle rétribution du travail assidu, peut se mesurer aux conditions des habitations ouvrières :

A Milan, en 1881, dans les quartiers ouvriers, sur 25.906 familles formant un total de 106.748 personnes, la moitié, — 12.627 (43.161 individus) — avaient pour logement une chambre unique. Cela fait une moyenne de 3.4 individus par chambre (2).

A Paris, selon le recensement du 12 avril 1891, les appartements formés d'une seule pièce s'élevaient à 315.286, bien plus que le tiers du nombre total des logements (884.345). Et de ces logements comprenant une pièce unique 78.431 étaient occupés par deux personnes ; 28.475 par trois personnes ; 10.429 par quatre personnes ; 3.462 par cinq personnes ; 1.161 par six personnes ; 490 par sept à dix personnes ; 14 par dix personnes et plus. Toute la population vivant soit dans un unique local, soit dans des logements composés même de plus d'un local, mais ayant deux personnes et plus en moyenne pour chaque local (tous les locaux compris, de la chambre à coucher à la cuisine), — c'est-à-dire toute cette partie de la population dont les gains sont si infimes qu'un rien suffit pour les précipiter dans le paupérisme, — s'élevait à plus

(1) *Problems of poverty*, p. 22.

(2) DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Notizie sulle condizioni demografiche, edilizie ed amministrative di alcune grandi città italiane ed estere nel 1891*, Roma, 1893, p. 85.